

Ce week-end a lieu le congrès de Podemos, durant lequel d'importantes décisions vont être prises concernant l'avenir du mouvement. [Josep Maria Antentas](#) revient ici sur la trajectoire de Podemos et sur les débats stratégiques qui s'imposent dans la conjoncture présente.

*Josep María Antentas est professeur de sociologie à l'Universitat Autònoma de Barcelone et membre du comité éditorial de la revue [Viento Sur](#).*

Le deuxième congrès de Podemos qui est programmé pour les 11 et 12 février, en guise de catharsis interne et externe, condense tous les débats stratégiques du parti qui ont émergé abruptement après l'éclatement de son équipe de direction en mars 2016. La rupture au sommet a rendu visibles les discussions qui jusque-là n'existaient que sous une forme larvée et balbutiante et/ou n'étaient le fait que des minorités critiques qui se sont toujours opposées au modèle de parti et à la stratégie codifiés lors du premier congrès de Vistalegre en octobre 2014. Nous analyserons dans cet article la nature des options internes en lice (pas tant leurs propositions concrètes pour le congrès que leurs positions politiques de fond) et nous dresserons un bilan du modèle de parti adopté à Vistalegre d'un point de vue organisationnel.

### Les trois âmes de Podemos

Dans la voie très médiatique qui mène au deuxième Vistalegre on peut voir en action les trois âmes de Podemos, personnifiées par Iglesias, Errejón et Anticapitalistas. Les deux premières toutes-puissantes, la troisième aussi réduite dans son pouvoir institutionnel que consistante sur le plan politique. À côté de ces trois orientations, il existe évidemment d'autres sensibilités, moins cristallisées cependant et de moindre envergure, sans projet vraiment défini ou de portée purement locale ou régionale.

Les courants de Pablo Iglesias et Íñigo Errejón ont partagé la direction du projet dès les premières orientations du groupe fondateur formé en janvier 2014, en marginalisant rapidement Izquierda Anticapitalista (devenu depuis Anticapitalistas), jusqu'à leur rupture en mars 2016, face aux différences tactiques apparues quant à l'orientation de Podemos après les élections générales du 20 décembre et, surtout, au milieu d'une crise de confiance créée par les luttes de pouvoir au sein de l'appareil central qui ont envenimé les débats. C'est dans ce bouillon de culture qu'ont affleuré les divergences jusqu'alors enterrées, ou ponctuelles, présentes au sein de l'exécutif de Podemos.

Il existe un précédent lointain à cette situation, celui du débat surgi au printemps 2015 face à l'apparition inattendue d'un nouveau challenger, Ciudadanos, le « Podemos de la droite » néolibérale qui, durant une bonne partie de 2015 a obscurci les perspectives de Podemos. Torpillant toute prétention de « transversalité », l'irruption soudaine du parti d'Albert Rivera a été le premier contretemps pour l'hypothèse stratégique approuvée à Vistalegre. Errejón a défendu alors une politique d'ouverture en direction du nouveau protagoniste qui sur le fond équivalait à une sorte de *ciudadanisation* relative de Podemos, le pendant de la *podemisation* vampiriste relative de Ciudadanos que le parti de Rivera prétendait opérer alors, en vue de s'approprier la dynamique créée par Podemos et de la dévier vers un projet néolibéral de régénération démocratique. Non sans hésitations et allers-retours, avancées et reculs, Iglesias a fini par mener une politique de confrontation avec Ciudadanos, en mettant en évidence sa fonction de béquille et/ou de solution de rechange pour les partis du régime. Ce fut la première discussion d'importance et la première tentative de débat stratégique public au sommet du parti, avant que s'impose le constat que la voie royale vers la victoire électorale tracée à Vistalegre allait réserver des surprises de taille<sup>[1]</sup>.

L'éclatement de l'équipe dirigeante en mars 2016 a ouvert la voie à une période inédite de discussion semi-publique, avec la base du parti fondamentalement réduite à un rôle de spectateur, pratiquement sans mécanismes internes pour y prendre part. Les deux fractions en lice ont reformulé partiellement leur projet et se sont livrées à une certaine autocritique partielle, davantage forcées par les circonstances que par conviction, de la formule politico-organisationnelle approuvée à Vistalegre, pour aller vers une plus grande démocratisation de ce modèle. La principale conséquence de cette rupture a été l'instauration, imposée par les faits, du débat interne et du pluralisme, même si les formes de ce débat restaient prisonnières de la culture politique et de la dynamique organisationnelle du modèle de Vistalegre. Cela a également conduit à la régularisation de l'existence d'Anticapitalistas et à la reconnaissance publique progressive par Iglesias lui-même du rôle joué par des dirigeants anticapitalistes reconnus dans la conception du projet de Podemos. L'éclatement de la direction a donné l'estocade presque fatale à la version falsifiée de la genèse de Podemos véhiculée après les élections européennes, où Izquierda Anticapitalista avait été effacée de la version officielle (rappelant en forme de farce des purges de sinistre mémoire) et où les membres de l'équipe dirigeante ont embelli leur contribution personnelle au projet (sauf pour ce qui est d'Iglesias lui-même dont le rôle central dans la conception de Podemos est connu et ne souffre d'aucune contestation) et leur clairvoyance historique rétrospective.

Iglesias incarne un populisme *pragmatico-instrumental* mêlé à un *eurocommunisme impatient et accéléré* (qui au contraire de l'original ne redoute pas une victoire électorale). Il cherche à combiner une rhétorique plébéienne contestataire avec une perspective gouvernementale modérée, dont la référence historique la plus explicite est celle du compromis historique de Berlinguer. La revendication acritique de l'héritage berlinguérien, combinée à l'absence de tout bilan de l'expérience de Syriza, synthétisent les apories stratégiques de son projet. Du compromis historique de Berlinguer à la capitulation historique de Tsipras, le fil rouge qu'on peut tracer est bien ténu. D'une certaine façon la proposition d'Iglesias combine *le punch dans l'opposition et la raison d'État au pouvoir*. Autrement dit, il conserve l'essentiel de la perspective stratégique qu'il a défendue lors des deux années écoulées, mais il est arrivé à la conclusion que la vitalité de Podemos réside dans sa capacité à apparaître comme une force qui défie l'*establishment* et que sa normalisation finirait par produire une démoralisation et une désaffection de sa base sociale potentielle, davantage ancrée dans les couches populaires et laborieuses que dans les classes moyennes.

L'axe du travail politique dans la conception d'Iglesias reste le cadre électoral-institutionnel, mais à la différence des théorisations de Vistalegre dont la lutte sociale était absente, celle-ci joue aujourd'hui dans son schéma un rôle effectif, quoique secondaire, en tant que complément de l'activité électorale-institutionnelle. La rhétorique contestataire d'Iglesias et ses références à la lutte, aussi restreintes soient-elles quand il les place dans une perspective de « compromis historique », ont sans aucun doute contribué à générer un climat de débat au sein de Podemos plus favorable aux propositions radicales, activistes et mouvementistes. Subitement, ceux qui défendaient une perspective qui aille au-delà de la triade élections-travail institutionnel-communication ont vu le secrétaire général de Podemos entonner certains passages de cette partition. Un changement d'atmosphère appréciable.

Le projet d'Iñigo Errejón, que nous pouvons qualifier de *populisme constructiviste profond*, incarne la *normalisation permanente* de Podemos et une tentative d'homologation politique du parti comme porteur d'un *changement dans la tranquillité* dont le contenu réel s'écarte très peu d'une relève des vieux partis dépassés, et qui cherche à incarner les aspirations générationnelles d'une jeunesse frustrée et accablée par la crise et de la population d'âge moyen qui ne veut pas se résigner à l'alternance PP-PSOE.

Derrière son idée force de « transversalité » se cache un projet orienté en particulier vers les classes moyennes, enveloppé dans une rhétorique post-classiste, avec l'accent mis en particulier sur la

méritocratie et sur une transition sans à-coups vers un avenir meilleur, qui adviendrait presque naturellement. La mise en avant de la transversalité par Errejón et ses partisans s'est parfois inscrite dans la discussion réelle et sérieuse sur la façon d'articuler un nouveau bloc majoritaire et d'agrèger des groupes et des secteurs sociaux variés, mais a aussi servi de simple raccourci pour limer toute excroissance au sein de Podemos favorable à une rupture avec un projet aux objectifs sans cesse plus superficiels. Il s'adresse de ce fait à un centre politico-social amorphe, construit politiquement comme centre de gravité du « nous » et du « peuple ». Son insistance à évoquer « ceux qui manquent » [2], visant toujours à affirmer la nécessité de gagner des secteurs pas encore convaincus que Podemos est un parti apte à gouverner l'État espagnol, a pour faiblesse essentielle qu'elle tient pour acquise la loyauté de ceux qui sont déjà présents, sans voir que le prix pour attirer « ceux qui manquent » peut être de perdre une partie de ceux qui sont déjà là.

Le schéma d'Errejón consiste à maintenir une polarisation dans le discours entre un « nous les gentils », avec une proposition aimable adressée à un secteur social intermédiaire et peu polarisé, et un « eux les durs » [3]. La complexité de cette opération réside dans ce que le caractère « gentil » du « nous » et le discours mesuré qui le sous-tend, même s'il s'accompagne d'une forte charge symbolique, émotive et identitaire, compliquent à la longue l'opération de polarisation elle-même, d'autant plus qu'elle s'appuie fondamentalement sur le terrain discursif, complètement déconnectée de toute activité sociale mobilisatrice qui pourrait générer un climat propice à la polarisation entre « eux » et « nous ». Pour le dire autrement : polariser avec un discours superficiel est plus complexe qu'avec une rhétorique incisive et polariser dans une situation de passivité sociale est plus difficile que dans une dynamique de mobilisation.

Errejón a toujours nié que sa conception stratégique soit assimilable à celle des *catch-all parties* traditionnels, en alléguant que sa proposition politise, en appelle aux passions et met l'accent sur les frontières entre « eux » et « nous », alors que ces partis sont fondés sur un marketing apolitique et banalisant. [4] En réalité, plus que d'un modèle antagonique au *catch-all mainstream*, la proposition d'Errejón représente une sorte de *populisme constructiviste attrape-tout* et revient très sensiblement au même, mais en partant d'attendus différents, et donc par une voie et des méthodes différentes. Le point de départ de Podemos et d'Errejón n'est pas le même que celui du PSOE et de Ciudadanos. Et la manière de construire une majorité de gouvernement ne l'est donc pas non plus. Mais leurs destinations finales se ressemblent. Les *catch-all parties* traditionnels sont des forces reconnues qui cherchent à élargir leur base sociale et électorale pour battre leur adversaire rituel. La logique attrape-tout du populisme discursif d'Errejón a simultanément la double fonction d'élargir la base sociale et électorale et d'accéder à la normalisation et à l'homologation (absolue ou tout au moins substantielle) du parti.

Devant les limites du modèle de « machine de guerre électorale » et la nécessité d'articuler une perspective à moyen et long termes, Errejón propose de passer à une phase de « mouvement populaire », où celui-ci est surtout conçu en termes de travail culturel et social complémentaires de l'activité électorale. [5] Le passage à cette nouvelle étape, où la métaphore de la guerre-éclair est remplacée par celle de siège, se synthétise en quatre tâches : dynamisation du tissu social, culturel et de loisir ; création d'une identité culturelle symbolique forte ; formation de cadres et professionnels ; enracinement territorial et insertion sociale en développant les cercles de base. [6] La faiblesse de ce projet est double. D'abord, sa mise en pratique est contrainte par le temps perdu après l'adoption du modèle de machine de guerre électorale en 2014, qui a fait partir beaucoup de ces militants qui devraient s'implanter territorialement, a vidé les cercles de base qui devraient être un lien quotidien avec la société et a généré des méfiances dans la société civile organisée avec laquelle il faudrait maintenant travailler plus étroitement. Ensuite, entre l'ancienne machine de guerre électorale et le nouveau mouvement populaire, aucun rôle n'est assigné à la mobilisation sociale (et ne parlons pas d'auto-organisation). Cela révèle une des incohérences stratégiques

fondamentales de la pensée politique d'Errejón : s'il analyse bien la signification du 15M et les possibilités politiques qu'il a ouvertes, il n'intègre pas dans perspective future la nécessité d'une nouvelle poussée sociale, d'un autre mouvement équivalent au 15M et aux Mareas contre l'austérité, d'une relance des luttes sociales, pour pouvoir parachever la rupture du système politique traditionnel<sup>[7]</sup>. La conception d'Errejón n'exclut pas le conflit. Mais il le situe en parasite sur le conflit réel, sur les brèches ouvertes par les mobilisations, pour les chevaucher par le biais d'une polarisation discursive artificielle qui ne correspond pas à celle réellement contenue dans sa proposition de rechange/changement. Le conflit est conçu en termes fondamentalement discursifs, médiatiques et électoraux, sans se préoccuper de la construction politique du conflit social, dans les quartiers, les territoires et les centres de travail productif.

Le résultat final de l'orientation qu'il propose pour la nouvelle étape c'est de changer les tâches et les axes d'intervention, pour se préparer à une bataille de plus longue haleine, mais en maintenant inchangée la ligne de normalisation politique de Podemos définie à Vistalegre et *l'auto-réduction accélérée de ses ambitions de changement social et politique*. L'aspiration à la victoire électorale est proportionnelle à la faiblesse des propositions pour le jour d'après. La volonté de pouvoir est bien supérieure à celle de transformer le monde. De ce fait, ce qui advient dans ce schéma après la victoire électorale est une vague et incertaine « guerre de positions » au sein de l'État, dont les objectifs ultimes ne dépassent pas une volonté générique de redistribution et régénération, et qui évacue la discussion sur la question décisive de comment éviter que l'élan initial (limité) du processus de changement ne finisse par se briser dans la machinerie même de l'État qu'on prétendait transformer. C'est là que réside un des paradoxes de la politique d'Errejón : d'un côté, parmi les dirigeants de Podemos, c'est lui qui a eu la meilleure vision stratégique ; mais de l'autre, son orientation rabaisse et ravale la stratégie à un simple débat sur comment gagner les élections et non pas à une discussion sur comment changer la société. Il a été en outre le principal artisan d'un modèle de parti basé sur une *stratégie sans débat stratégique*, définie unilatéralement par la direction, sans aucun *feed-back* de la part des militants.

En fin de compte, les projets d'Iglesias et Errejón diffèrent également par leur degré de constance et leurs fondements idéologiques. Iglesias a une pensée beaucoup plus éclectique et un cadre théorico-stratégique plus imprécis, accompagné d'oscillations discursives permanentes qui ont grevé sa crédibilité. Elles laissent entrevoir une tension entre son versant populiste et son versant hérité de la tradition euro-communiste et du mouvement ouvrier. Une tension qui se dédouble à son tour entre son âme politicienne adepte de la *realpolitik* et son âme adepte de la rupture (moins importante et plus épisodique, mais présente). Errejón, quant à lui, a défendu une perspective stratégique beaucoup plus homogène sur le plan théorique (sa référence à Laclau est connue), plus constante politiquement et avec une plus forte cohérence interne. Sa principale limite, cependant, tient à l'auto-incapacité à amender et corriger sa propre hypothèse de travail. Quand il a dû faire des tournants brusques, comme quand il est passé de la défense d'un modèle de parti homogène et centralisé à l'échelle de l'État espagnol à l'improvisation d'alliances et de convergences en Catalogne, en Galice et au Pays valencien à l'approche des élections générales du 20 décembre, il l'a toujours fait en prétendant qu'il n'y avait pas le moindre tournant et que chaque nouveau tournant était en fait inscrit dans le code source de l'hypothèse de Vistalegre.<sup>[8]</sup> La combinaison opérée entre une pratique politique qui a connu des tournants inévitables et la pétrification des hypothèses stratégiques, au lieu de procéder à une réévaluation consciente qui aille au-delà de la prise en compte de ce qu'il faut se préparer aussi pour une bataille à long terme, a eu pour résultat un repli théorico-politico-stratégique qui a miné la crédibilité de ses orientations. À l'offensive sur le plan stratégique et théorique quand la machine de guerre était au zénith, il s'est retrouvé dans une position plus défensive et de réaffirmation après sa rupture avec Iglesias.

L'une des synthèses métaphoriques propres à conceptualiser les divergences entre Iglesias et

Errejón qui a connu le plus grand succès dans le débat ces derniers mois est celle du rappeur, essayiste et partisan d'Iglesias, Ricardo Romero, Nega, qui a affirmé sur twitter le 9 septembre : « Il y a deux Podemos (et il y en a toujours eu deux), l'un qui se veut aimable comme Coldplay et l'autre qui s'identifie à Bruce Springsteen. Choisissons le #Boss. » La comparaison, évidemment attractive d'un point de vue visuel et d'une grande force évocatrice, est opérante si on l'interprète comme deux propositions au contenu différent. Pourtant, l'analogie musicale incite à concevoir la comparaison entre le Boss et les auteurs de *Parachutes* comme une différence de pure forme et de style, la discussion portant sur ce seul terrain. Mais le débat sur l'avenir de Podemos porte sur un projet stratégique, un contenu, et une destination finale mais aussi sur le rapport à la société et la façon de construire une majorité. De plus, cela n'a pas de sens en soi si n'en sont pas clairement établis les raisons et les objectifs. Ce n'est pas le style du parti, mais bien le contenu de son projet qui constitue le point de départ de la discussion. L'analogie musicale souffre aussi, légèrement tout au moins, d'autosatisfaction. Personne ne doute des qualités médiatiques et discursives d'Iglesias. Mais de là à le comparer au Boss ...

Au-delà de Springsteen et de Coldplay, Podemos contient au moins une autre âme importante, représentée fondamentalement par Anticapitalistas, aujourd'hui la principale animatrice de la candidature *Podemos en Movimiento* au prochain congrès. Acteur clé dans la genèse de Podemos, la proposition stratégique d'Anticapitalistas a consisté dès le départ à articuler un espace politique qui développe le potentiel ouvert après le 15M, tant du point de vue de la fenêtre de tir électorale que du point de vue des possibilités de s'engager dans une voie de rupture avec le régime politique actuel et les politiques d'austérité. Son orientation représente une synthèse, pas toujours aisée, entre *ambition de radicalité et vocation majoritaire*. Le modèle de parti proposé pour porter cette orientation était celui d'un *parti-mouvement*, une formule qui s'opposait à celui d'une machine de guerre électorale et qui se proposait de métamorphoser politiquement l'héritage du 15M. Son modèle organisationnel mettait en avant la démocratie interne, sa pratique le tournait vers la société (au-delà de sa dimension médiatique) et non pas vers l'intérieur, et sa perspective stratégique a visé à forger une définition de la victoire, de ce que signifiait « gagner », en tant que synthèse dialectique entre auto-organisation/mobilisation/élections/institutions. Consubstantiels à cette proposition, l'accent a été mis sur le débat programmatique, sur la nécessité de se saisir des questions décisives sans lesquelles il est impossible de penser une politique sérieuse de transformation (banque, dette ...), et sur la nécessité de tirer les leçons pertinentes du fiasco de Syriza, ce sur quoi l'esquive choisie par la direction de Podemos fait peser une ombre sinistre sur l'avenir.

À contre-courant dès le début, l'existence d'une sensibilité politique de ce type, au-delà de son pouvoir institutionnel réduit et de la répression qui l'a affectée au lendemain du jaillissement de Podemos lors des élections européennes du 25 mai 2014, a été décisive dans l'histoire du parti. Sans elle, les désaffections militantes dans les cercles de base auraient été encore plus importantes, les contrepoids démocratiques et mouvementistes face à l'équipe dirigeante virtuellement inexistantes, et les tentatives d'organiser les militants à la base pour leur offrir une autre perspective d'avenir impossibles. Hors de l'emballement médiatique face au duel de titans qui a opposé Iglesias et Errejón, le degré de soutien acquis par *Podemos en Movimiento* sera déterminant pour l'avenir du parti, en tant que garantie que, en toutes circonstances, y compris les plus contraires, la flamme du changement social réel et non pas superficiel, la rupture avec l'austérité et le régime, et la démocratie interne restent bien vivantes dans Podemos.

## La machine vue de l'intérieur

Après avoir exposé sommairement les options de fond en lice dans le cadre du second congrès de

Podemos, je me propose de réaliser ici un bilan rétrospectif du modèle de la machine de guerre électorale approuvé à Vistalegre, non pas tant du point de vue de la stratégie politique que du modèle organisationnel pour construire un parti.

Face à l'évidence patente de ses innombrables limites, aussi bien Iglesias qu'Errejón ont admis la nécessité de procéder à des changements d'organisation et de dynamique politique dans le sens d'une démocratisation. Le premier propose des réformes organisationnelles limitées qui visent à une *démocratisation partielle et sélective* du projet. Le second, conscient que sa proposition souffre d'un handicap au départ face à celle du secrétaire général, dans une tentative intéressée et peu crédible, a arboré le drapeau de la démocratie interne et du respect du pluralisme pour lesquels il avait manifesté très peu de considération quand il était de fait le dirigeant central de l'appareil.

Dans les deux cas, pour justifier leur appui lors du premier congrès de Vistalegre en 2014 au modèle de parti qui s'est révélé désastreux, ils ont cherché à présenter la « machine de guerre électorale » comme un mal nécessaire, un état inévitable propre à une situation extraordinaire où obtenir une victoire électorale passait avant toute autre considération. Derrière ces arguments deux problèmes sont sous-jacents. D'abord, il s'agit de justifier par la question d'une élection imposée par la conjoncture ce qui a été une orientation stratégique qui reflétait la conception de la politique et la culture politique du noyau dirigeant de Podemos. Ni l'électoralisme, ni le verticalisme, ni l'absence de démocratie n'étaient des mesures transitoires « d'exception », mais bien plutôt une tentative d'articuler un modèle de parti oligarchique sous le contrôle de fer de sa bureaucratie dirigeante. Ensuite, aucune évidence solide ne montre que la formule de Vistalegre ait permis de meilleurs résultats électoraux que ceux qui auraient pu être obtenus avec un autre modèle et une autre stratégie. On peut à l'inverse envisager l'effet contraire, dans la mesure où il est raisonnable d'imaginer qu'un parti plus participatif, avec des militants plus actifs, où les meilleurs cadres ne seraient pas mis sur la touche s'ils n'étaient pas fidèles à la direction, avec l'accent mis davantage sur l'implantation sociale, et où les dirigeants ne se discréditent pas en employant des procédés anti-démocratiques, n'aurait pas été moins efficace dans les urnes, voire tout autant ou plus.

Les problèmes politico-organisationnels qu'a connus Podemos dès sa fondation (difficulté à consolider une structure, conflits, manque de cadres, arrivisme et carriérisme...) ne peuvent pas être attribués au modèle de « machine de guerre électorale ». Il s'agit de contretemps que tout nouveau parti expérimente et qui se seraient produits en tout état de cause. Mais le modèle adopté par la direction de Podemos a contribué à les aggraver jusqu'à des extrêmes inédits. L'aspect le plus visible en est peut-être le dépérissement des structures de base et la chute drastique de l'activité militante dans les cercles (ce qui n'est pas le cas de la participation occasionnelle via internet qui se maintient, dans les moments importants, à un niveau considérable et sans équivalent).

L'activité militante a un caractère spasmodique et, dans tout processus politique ou social, après le premier afflux massif dans les réunions et les assemblées, on assiste habituellement à une décrue, par lassitude, manque de motivation, ou délégation implicite à ceux qui restent. Le *militantisme liquide*, pour reprendre le terme popularisé par Zigmunt Bauman, c'est-à-dire à la carte et instable, est la traduction politico-organisationnelle d'une société fragmentée, individualisée, aux biographies instables. Le déficit du modèle de Vistalegre n'est pas de ne pas avoir réussi à articuler par en bas de façon durable une large couche de militants visant à s'implanter socialement. Le principal problème est que le modèle de machine de guerre électoral-médiatique populiste a renoncé à le faire et, à de nombreuses occasions, a tout fait pour démobiliser ceux des cercles dont la dynamique initiale a été vue avec une suspicion et une défiance bureaucratiques.

Dans un processus d'oligarchisation interne dont la rapidité et la profondeur auraient estomaqué Robert Michels lui-même, le parti a été conçu comme une émanation linéaire de l'orientation politique du groupe dirigeant au sein duquel ceux qui ne communiaient pas avec elle apparaissaient

comme des intrus dans un projet de parti patrimonialisé par la direction. La *peur de la démocratie* a présidé au modèle de Vistalegre et à sa gestion ultérieure. La direction de Podemos, étonnement, s'est toujours sentie peu sûre d'elle-même et a refusé toute confrontation démocratique avec d'autres positions à l'intérieur comme à l'extérieur du parti, se discréditant souvent sans nécessité par des manœuvres d'appareil alors que des procédures plus démocratiques lui auraient sans doute permis de s'en sortir également.

Au contraire, elle s'est barricadée derrière une structure politique conçue pour priver les militants de base de toute capacité réelle à influencer les décisions de la direction et l'activité du parti, mais qui a conduit dans de multiples occasions à une sclérose nuisible aux objectifs mêmes de la direction qui, trop souvent, s'est retrouvé à la tête d'un pudding gélatineux incapable de résister aux attaques, y compris au niveau des cadres intermédiaires, sans un soutien artificiel provenant du sommet. Paradoxalement, alors que Gramsci figure de façon omniprésente parmi les références intellectuelles des deux familles de la direction de Podemos, en réalité leur conception de la politique a été très peu gramscienne sur le terrain organisationnel, contrairement au terrain discursif et médiatique, où ils ont fait preuve de grandes qualités dans la construction d'une contre-hégémonie. Pour ce qui est de la structure organisationnelle, la recherche de l'hégémonie a été reléguée à une domination bureaucratique pure et dure. Pour vaincre sans nécessairement convaincre.

Éliminer le *problème des militants* est devenu l'objectif fondateur du projet adopté à Vistalegre. La méthode pour y parvenir reposait sur trois piliers. Le premier, l'adoption d'une structure de décision *online* qui, loin d'être une innovation créatrice qui faciliterait l'implication des personnes ayant une faible ancienneté ou un moindre engagement, est devenue un stratagème pour court-circuiter en permanence les militants de base actifs et légitimer par plébiscite les décisions de la direction du parti et, souvent, pour faire élire des directions régionales/locales et approuver des listes électorales qui ne bénéficiaient pas du soutien des militants réels. Le deuxième, un système électoral sans proportionnelle où, presque systématiquement, « le vainqueur emporte tout », qui a permis que les organes de direction se transforment de fait en instruments de la fraction ou du groupe majoritaire et non pas en un lieu d'intégration et de synthèse politique, en excluant les autres sensibilités de toute relation organique réelle avec le parti. Le troisième, un schéma ultra-centralisé où la direction centrale autonomisée du parti était omniprésente, en réduisant les directions régionales à de simples appendices de celle-ci, sans légitimité politique réelle ni ressources organisationnelles et financières propres, et de par leur faiblesse vulnérables à des crises internes endémiques.

Dans ce contexte, les cercles de base ne sont devenus ni des espaces de débat politique ni des instances d'intervention vers l'extérieur, aptes à planifier des campagnes de sensibilisation spécifiques ou à insérer le parti dans le tissu social. N'ayant pas de fonction définie dans la marche triomphale vers la victoire électorale, ils ont été relégués dans des structures toujours plus vides, lieux de confrontations sans boussole, de disputes locales, sans autre horizon que les élections internes des responsables du parti ou l'adoption des listes électorales.

S'est esquissé ainsi un modèle de parti électoral-professionnel basé contradictoirement sur une *participation plébiscitaire sans démocratie* conçu pour passer outre et désarmer ses adhérents. Ils ont été considérés non pas comme une ressource dont il fallait promouvoir le potentiel et comme la base fondatrice du projet, mais comme un *ennemi intérieur* pour les intérêts de la bureaucratie dirigeante en gestation, imbue d'une culture interne schmittienne basée sur la distinction « ami/ennemi ».[9] Cet ennemi, incarné par tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec la direction, a revêtu en permanence une double forme : un caractère anonyme et abstrait exprimant la peur atavique de la bureaucratie face au militant, et un caractère concret incarné par Anticapitalistas.

La machine médiatique référendaire-plébiscitaire centralisée s'est transformée en corrélat

organisationnel de la machine de guerre électorale et en une véritable machine à broyer les militants, les rêves et les enthousiasmes. Poussé à l'extrême, le modèle de parti codifié à Vistalegre incarnait l'impossible utopie du *parti sans militants*, l'équivalent politico-bureaucratique de l'utopie capitaliste de l'*usine sans ouvriers* que les vagues successives d'automatisation et de robotisation ont périodiquement fait réapparaître tout au long de l'histoire. Une utopie politico-bureaucratique pas si éloignée du fantasme conservateur de la *démocratie sans peuple* qu'Erejon lui-même critique à juste titre.<sup>[10]</sup>

Pendant toute une période la machine de guerre électorale, par le rejet abrupt de toute volonté d'expérimentation politico-organisationnelle, semblait épuiser en elle-même tout l'horizon politique, condensant à un rythme vertigineux tous les problèmes classiques que connaissent les forces politiques émancipatrices (bureaucratisation, oligarchisation interne, institutionnalisation, adaptation...). Il était alors plus facile d'imaginer la fin de Podemos que la fin de la machine de guerre. Il était plus réaliste d'imaginer que *l'establishment* casserait l'outil nouvellement créé que de penser que ce dernier pourrait être amendé dans un sens démocratique. Seules quelques voix *outsiders* ont essayé, dans cette réalité dystopique, de continuer à brandir le flambeau d'un autre Podemos possible.

Aujourd'hui, mis à mal par ses propres apories, le modèle politico-organisationnel du premier Vistalegre sera certainement révisé dans le congrès qui va se tenir. Mais ce n'est qu'en procédant à sa critique réelle, et pas en faisant son apologie en tant que méthode d'exception, qu'il est possible de penser un parti d'avenir différent et pas un simulacre de changement. C'est le sens des propositions de *Podemos en Movimiento* portées par ceux qui n'ont jamais fait l'apologie de l'indéfendable.

Pour autant rebrousser chemin n'est pas possible. Le premier Podemos, celui de l'auto-organisation spontanée qui a caractérisé la phase précédant les élections européennes et l'enthousiasme débordant qui en a résulté ne reviendra pas. Avec elle se sont évanouis des milliers de militants et de volontés. Les erreurs politiques ne peuvent pas être simplement rembobinées pour choisir le bon chemin là où on s'est engagé dans une voie erronée. Les bifurcations passées se sont opérées et elles ne peuvent pas être annulées. Mais s'en souvenir est nécessaire pour chercher une voie originale de refondation et de relance, sociale et militante, qui, sans nostalgie, redonne à ce projet sa fraîcheur bureaucratiquement confisquée. À cet effet, trois éléments sont cruciaux : un fonctionnement démocratique, une pratique quotidienne tournée vers l'action sociale, et un sérieux débat stratégique permanent.

### Une haute école de stratégie

Être une *haute école de stratégie révolutionnaire* (pour reprendre une expression utilisée par Trotsky<sup>[11]</sup> lors du troisième congrès de la III<sup>e</sup> Internationale en 1921) ou, si on préfère, une *haute école de stratégie pour la rupture*, qui contribue à élever en permanence la capacité politique de ses militants, est précisément ce à quoi devrait aspirer toute force politique émancipatrice. Rien n'est plus éloigné de ce qu'a été Podemos jusqu'ici, avec ses débats express, le bouclage plébiscitaire précipité des débats politiques, la réduction de toute discussion à l'objectif de gagner les élections et la logique d'une activité tournée vers l'intérieur. Haute école de stratégie et machine de guerre électoral-médiatique sont, à l'évidence, des projets antithétiques. Ce n'est pas pour rien si l'éclatement de l'équipe dirigeante qui avait ourdi le modèle de Vistalegre est ce qui a permis pour la première fois un débat stratégique réel, toujours marqué néanmoins par les vices dont il a hérité de ce modèle.

Ce qui est alors en jeu dans le second Vistalegre, c'est le degré de rupture ou de continuité que suppose le respect du premier et, par là-même, le degré de solidité stratégique et de profondeur de son projet de transformation sociale. Les trois options mises sur la table sont claires : le courant dirigé par Miguel Urbán représente la rupture cristalline avec le cauchemar politico-organisationnel qui n'aurait jamais dû advenir ; Pablo Iglesias incarne fondamentalement la continuité du modèle avec des rajustements démocratiques partiels et la ratification d'une rhétorique contestataire compatible avec un horizon de changement auto-limité ; et Íñigo Errejón signifie la réaffirmation de l'héritage politique de Vistalegre, combinée à des réformes bureaucratiques d'opportunité, en tant que levier pour franchir une nouvelle étape, définitive ?, vers l'homologation de Podemos en tant que parti qui canalise le mal vivre et le mécontentement social vers des objectifs inoffensifs pour le pouvoir.

**Traduit de l'espagnol par Robert March, ce texte a été publié initialement sur le site [Viento Sur](#).**

## Notes

[1] Antentas, Josep Maria. (2015). « Ciudadanos, Podemos y la centralidad deseada », *Público*, 2 de Mayo. <http://blogs.publico.es/dominiopublico/13227/ciudadanos-podemos-y-la-centralidad-deseada/> ;

Antentas, Josep Maria. (2015). « Ciudadanos: el cambio falaz », *Público*, 7 de abril. <http://blogs.publico.es/dominiopublico/13026/ciudadanos-el-cambio-falaz/>

[2] Errejón, Íñigo. (2016). « Del asalto al cerco: Podemos en la nueva fase », *El diario.es* 17 de julio. [http://www.eldiario.es/tribunaabierta/asalto-cerco-Podemos-nueva-fase\\_6\\_538306170.html](http://www.eldiario.es/tribunaabierta/asalto-cerco-Podemos-nueva-fase_6_538306170.html)

[3] Errejón, Íñigo. (2016) "Podemos a mitad de camino." *Ctxt*, 20 abril. <http://ctxt.es/es/20160420/Firmas/5562/Podemos-transformacion-identidad-poder-cambio.htm>

[4] Errejón, Íñigo. (2016) "Podemos a mitad de camino." *Ctxt*, 20 abril, id.

[5] Errejón, Íñigo. (2016) "Podemos a mitad de camino." *Ctxt*, 20 abril, id.

[6] Errejón, Íñigo. (2016). « Del asalto al cerco: Podemos en la nueva fase », *El diario.es* 17 de julio, art. cit.

[7] J'ai davantage développé cette question dans : Antentas, Josep Maria. (2016). "El desconcierto de una noche de verano." *Público*, 29 de junio. <http://blogs.publico.es/tiempo-roto/2016/06/29/el-desconcierto-de-una-noche-de-verano/>; et, Antentas, Josep Maria. (2016). « Hace cinco años empezó el futuro. #Globaldebout », *Viento Sur*, 15 de mayo. <http://vientosur.info/spip.php?article11295>

[8] Errejón, Íñigo. (2016). « Abriendo brecha: apuntes estratégicos tras las elecciones generales », *Público*, 11 de enero. <http://blogs.publico.es/dominiopublico/15529/abriendo-brecha-apuntes-estrategicos-tras-las-elecciones-generales/>

[9] Schmitt, Carl. (2014[1932]) *El concepto de lo político*. Madrid: Alianza.

[10] Errejón, Íñigo et Mouffe, Chantal. (2015). *Construir pueblo*. Barcelona: Icaria.

[11] Trotsky, Léon. (1924), *The First Five Years of the Communist International*. Volume 2.  
<https://www.marxists.org/archive/trotsky/1924/ffyci-2/01.htm#f1>